

Mode de calcul

Art. 3. Pour déterminer le nombre de chèques-repas qui doivent être octroyés, le nombre d'heures de travail que le travailleur a effectivement fourni au cours du trimestre est divisé par le nombre normal journalier d'heures de travail dans l'entreprise. Les chèques-repas sont uniquement octroyés pour les heures effectivement prestées. Sont assimilées à des heures effectivement prestées : les heures syndicales internes et externes.

S'il résulte de cette opération un nombre décimal, il est arrondi à l'unité supérieure.

Modalités d'octroi

Les chèques-repas sont remis par l'employeur au travailleur une seule fois avant la fin du mois suivant le mois auquel il se réfère, en fonction du nombre d'heures de ce mois pendant lesquelles le travailleur aura fourni des prestations. Au plus tard le dernier jour du premier mois qui suit le trimestre, le nombre de chèques-repas est régularisé en fonction du nombre d'heures réellement prestées par le travailleur pendant le trimestre en question.

Art. 4. Pour les employés opérationnels qui sont exposés occasionnellement aux risques du transport de fonds un accord sera pris au niveau de chaque entreprise.

Art. 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties contractantes. Cette dénonciation doit être faite au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour les services de gardiennage et/ou de surveillance, qui en avisera sans délai les parties concernées. Le délai de trois mois prend cours à la date d'envoi de la lettre recommandée précitée.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 3 juin 2007.

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Berekeningswijze

Art. 3. Om het aantal maaltijdcheques te bepalen dat moet toegekend worden, wordt het aantal effectief gepresteerde uren van de werknemer tijdens het kwartaal gedeeld door het normale aantal arbeidsuren per dag in het bedrijf. De maaltijdcheques worden enkel toegekend voor effectief gepresteerde uren. Worden gelijkgesteld met effectief gepresteerde uren : de interne en externe syndicale uren.

Indien deze bewerking een decimaal getal oplevert, wordt het afgerond op de hogere eenheid.

Toekenningsmodaliteiten

De maaltijdcheques worden door de werkgever aan de werknemer overhandigd in één enkele keer voor het einde van de maand volgend op diegene waarop ze betrekking heeft, in verhouding tot het aantal uren van deze maand gedurende dewelke de werknemer prestaties heeft geleverd. Ten laatste de laatste dag van de eerste maand volgend op het trimester, wordt het aantal maaltijdcheques geregulariseerd in verhouding tot het aantal effectief gepresteerde uren door de werknemer tijdens het desbetreffend trimester.

Artikel 1. Voor de operationele bedienden die occasioneel aan de risico's van het waardevervoer worden blootgesteld, zal op firmaniveau een regeling uitgewerkt worden.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2007 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan door elk van de contracterende partijen worden opgezegd. Deze opzegging moet minstens drie maanden op voorhand geschieden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bewakings- en/of toezichtsdiensten, die er zonder verwijl de betrokken partijen van in kennis zal stellen. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum van verzending van bovengenoemd aangetekend schrijven.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 juni 2007.

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 3012

[2007/201784]

7 JUIN 2007. — Arrêté royal
concernant le fonds de formation titres-services (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, notamment l'article 9bis, § 1^{er}, alinéa 2, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 1^{er} mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 février 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 mars 2007;

Vu l'avis n° 42.737/1 du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité;

2° le SPF : le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 3012

[2007/201784]

7 JUNI 2007. — Koninklijk besluit
betreffende het opleidingsfonds dienstencheques (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, inzonderheid op artikel 9bis, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening gegeven op 1 maart 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 16 maart 2007;

Gelet op het advies nr. 42.737/1 van de Raad van State, gegeven op 26 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

1° de wet : de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen;

2° de FOD : de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

3° l'ONEM : l'Office national de l'Emploi, visé à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

4° l'entreprise agréée : l'entreprise agréée visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services;

5° la société émettrice : la société émettrice visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté du 12 décembre 2001 susmentionné;

6° le Ministre : le Ministre de l'Emploi ou le fonctionnaire du SPF qu'il désigne.

Art. 2. § 1^{er}. Pour entrer en ligne de compte pour le remboursement des frais de formation visés à l'article 9bis, § 1^{er}, de la loi, la formation doit avoir un lien avec la fonction exercée par le travailleur titre-service. Sont notamment considérées comme ayant un lien avec la fonction exercée : la formation fondée sur l'attitude, sur le savoir-faire avec des clients, sur l'ergonomie, sur le plan de l'organisation efficace, sur la sécurité et l'hygiène et sur l'usage du néerlandais/français/allemand sur le lieu du travail.

§ 2. La formation doit appartenir à une des catégories suivantes :

1° formation interne;

2° formation externe;

3° formation sur le terrain.

La formation externe est la formation organisée par un tiers.

La formation sur le terrain consiste en l'accompagnement dans le but d'augmenter l'autonomie du nouveau travailleur. Cette formation peut être menée tant par un formateur interne qu'externe. Le formateur doit former le travailleur sur son lieu de travail. Sont notamment considérées comme formations sur le terrain : la formation sur l'attitude, la formation sur la communication, la formation sur l'assertivité, la formation sur la sécurité et l'hygiène, la formation sur le plan de l'organisation efficace, la formation sur le plan de la prise d'initiative et l'orientation vers le client et la formation sur la détection des besoins de formation et la conduite vers des formations.

L'accompagnement qui a un lien avec des sujets qui normalement doivent être discutés lors de l'accueil par l'employeur ne peut être considéré comme formation sur le terrain. Cela concerne notamment la discussion sur les conditions salariales et de travail, la description des tâches, l'organisation du travail, les absences, les vacances, les questions administratives, le traitement des plaintes, les prescriptions de sécurité et les accidents de travail.

Art. 3. Pour le remboursement, entrent en ligne de compte comme frais de formation :

1° en ce qui concerne la formation interne visée à l'article 2, § 2 :

— le coût salarial du travailleur pendant la formation y compris les cotisations de sécurité sociale, fixé forfaitairement à 12,60 EUR par heure;

— le coût du formateur interne, fixé forfaitairement à 40 EUR par heure;

— les frais d'encadrement, fixé forfaitairement à 20 EUR par jour ou 10 EUR par demi jour;

2° en ce qui concerne la formation externe, visée à l'article 2, § 2 :

— le coût salarial du travailleur pendant la formation y compris les cotisations de sécurité sociale, fixé forfaitairement à 12,60 EUR par heure;

— les frais de l'institut de formation ou du formateur externe avec un maximum de 100 EUR par jour par travailleur;

3° en ce qui concerne la formation sur le terrain visée à l'article 2, § 2 :

— le coût salarial du formateur, fixé forfaitairement à 40 EUR par heure.

En ce qui concerne la formation sur le terrain, le remboursement par année civile est au maximum de cinquante pour cent du coût salarial brut du personnel d'encadrement de l'entreprise.

3° de RVA : de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bedoeld in artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

4° de erkende onderneming : de erkende onderneming bedoeld in artikel 1, eerste lid, 5°, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques;

5° het uitgiftebedrijf : het uitgiftebedrijf bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, van het voornoemd besluit van 12 december 2001;

6° de Minister : de Minister van Werk of de ambtenaar van de FOD die hij aanduidt.

Art. 2. § 1. Om in aanmerking te komen voor de terugbetaling van de opleidingskosten bedoeld in artikel 9bis, § 1, van de wet moet de opleiding een verband hebben met de uitgeoefende functie van de dienstencheque-werknemer. Worden inzonderheid beschouwd als verband houdend met de uitgeoefende functie : vorming gericht op attitude, op omgaan met klanten, op ergonomie, op vlak van efficiënt organiseren, op veiligheid en hygiëne en op het gebruik van Nederlands/Frans/Duits op de werkvloer.

§ 2. De opleiding dient tot één van de volgende categorieën te behoren :

1° interne vorming;

2° externe vorming;

3° vorming op het terrein.

Externe vorming is de vorming georganiseerd door een derde.

Vorming op het terrein is begeleiding met de bedoeling de zelfredzaamheid van de nieuwe werknemer te verhogen. Deze vorming kan zowel door een interne als door een externe begeleider begeleid worden. De begeleider moet de dienstencheque-werknemer op de werkplek opleiden. Worden inzonderheid beschouwd als vorming op het terrein : begeleiding op attitude, begeleiding op communicatie, begeleiding op assertiviteit, begeleiding op veiligheid en hygiëne, begeleiding op vlak van efficiënt organiseren, begeleiding op vlak van initiatief nemen en klantgerichtheid en begeleiding op het detecteren van vormingsnoden en het toeleiden naar vormingen.

De begeleiding die betrekking heeft op onderwerpen die normaal gezien tijdens het onthaal door de werkgever moeten worden besproken kan niet worden beschouwd als vorming op het terrein. Het betreft inzonderheid de bespreking van loon- en arbeidsvoorwaarden, taakomschrijving, werkorganisatie, afwezigheden, vakantie, administratieve aangelegenheden, klachtenbehandeling, veiligheidsvoorschriften en arbeidsongevallen.

Art. 3. Komen in aanmerking voor de terugbetaling als opleidingskost :

1° wat de interne vorming betreft bedoeld in artikel 2, § 2 :

— de loonkost van de werknemer tijdens de opleiding inclusief socialezekerheidsbijdragen, forfaitair vastgesteld op 12,60 EUR per uur;

— de kost van de interne opleider, forfaitair vastgesteld op 40 EUR per uur;

— de omkaderingskosten, forfaitair vastgesteld op 20 EUR per dag of 10 EUR per halve dag;

2° wat de externe vorming betreft bedoeld in artikel 2, § 2 :

— de loonkost van de werknemer tijdens de opleiding inclusief socialezekerheidsbijdragen, forfaitair vastgesteld op 12,60 EUR per uur;

— de kosten van het opleidingsinstituut of de externe opleider met een maximum van 100 EUR per dag per werknemer;

3° wat de vorming op het terrein betreft bedoeld in artikel 2, § 2 :

— de loonkost van de begeleider, forfaitair vastgesteld op 40 EUR per uur.

Wat de vorming op het terrein betreft bedraagt de terugbetaling per kalenderjaar maximum vijftig percent van de brutoloonkost van het omkaderingspersoneel van de onderneming.

Art. 4. § 1^{er}. Il est institué auprès du SPF une commission consultative fonds de formation titres-services, ci-après dénommée « la Commission fonds de formation titres-services », laquelle a pour mission de rendre des avis concernant les formations autorisées pour obtenir le remboursement partiel des frais de formation visé à l'article 9bis, § 1^{er}, de la loi.

§ 2. La Commission fonds de formation titres-services est composée comme suit :

1° un président représentant le Ministre et un suppléant;

2° six membres effectifs et six membres suppléants présentés par les organisations les plus représentatives des travailleurs;

3° six membres effectifs et six membres suppléants présentés par les organisations les plus représentatives des employeurs;

4° un membre effectif et un membre suppléant représentant la Direction générale Emploi et Marché du Travail du SPF.

§ 3. Le Ministre nomme les membres de la Commission fonds de formation titres-services, en veillant à ce que deux tiers au maximum de ses membres soient du même sexe.

Le mandat des membres couvre une durée renouvelable de quatre ans qui prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque le mandant qui a proposé un membre demande son remplacement;

3° lorsqu'un membre perd la qualité qui justifiait son mandat.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date normale d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat. Dans ce cas, un nouveau suppléant est désigné.

§ 4. Doivent être présents pour pouvoir rendre un avis valablement :

1° le président ou son suppléant;

2° trois membres représentant les travailleurs ou leurs suppléants;

3° trois membres représentant les employeurs ou leurs suppléants;

4° un membre représentant la Direction générale Emploi et Marché du Travail ou son suppléant.

Lorsque la Commission fonds de formation titres-services ne peut pas siéger valablement, une nouvelle réunion est convoquée dans un délai de quinze jours; aucun quorum de présence n'est requis pour cette nouvelle réunion.

§ 5. Le secrétariat de la Commission fonds de formation titres-services est assuré par le SPF.

§ 6. La Commission fonds de formation titres-services arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 5. § 1^{er}. Avant la fin de la formation, et avant de demander le remboursement des frais de formation, l'entreprise adresse une demande d'approbation de cette formation au Secrétariat de la Commission fonds de formation titres-services, ci-après dénommé « le Secrétariat fonds de formation ».

La demande, dont le modèle est disponible auprès du Secrétariat fonds de formation, est accompagnée d'un dossier comportant :

1° le numéro unique d'entreprise, l'identité/la dénomination sociale, le numéro d'agrément, le domicile/siège social;

2° la dénomination de la formation prévue et le nom de l'opérateur de cette formation;

3° l'indication de la catégorie prévue à l'article 2 sous laquelle cette formation relève;

4° une description précise et détaillée de la formation prévue et le nombre de travailleurs concernés;

5° une estimation du coût de formation, prévu à l'article 3;

Art. 4. § 1. Er wordt bij de FOD een adviescommissie opleidingsfondsen dienstencheques opgericht, hierna « de Commissie opleidingsfondsen dienstencheques » genoemd, die advies moet verstrekken betreffende de toegelaten opleidingen voor het verkrijgen van de gedeeltelijke terugbetaling van de opleidingskosten bedoeld in artikel 9bis, § 1, van de wet.

§ 2. De Commissie opleidingsfondsen dienstencheques is samengesteld als volgt :

1° een voorzitter als vertegenwoordiger van de Minister en een plaatsvervanger;

2° zes werkende leden en zes plaatsvervangende leden die zijn voorgedragen door de meest representatieve werknemersorganisaties;

3° zes werkende leden en zes plaatsvervangende leden die zijn voorgedragen door de meest representatieve werkgeversorganisaties;

4° een werkend lid en een plaatsvervangend lid als vertegenwoordiger van de Algemene Directie Werkgelegenheid en Arbeidsmarkt van de FOD.

§ 3. De Minister benoemt de leden van de Commissie opleidingsfondsen dienstencheques en waakt erover dat maximum twee derden van de leden van hetzelfde geslacht zijn.

Het mandaat van de leden geldt voor een hernieuwbare duur van vier jaar die een einde neemt :

1° in geval van ontslag;

2° wanneer de mandaterende instantie die een lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt;

3° wanneer een lid niet langer de hoedanigheid heeft die zijn mandaat rechtvaardigde.

Het lid dat afstand doet van zijn mandaat vóór de geplande einddatum, wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voleindigt. In dat geval wordt een nieuw plaatsvervangend lid aangewezen.

§ 4. Om op geldige wijze een advies te kunnen uitbrengen moeten aanwezig zijn :

1° de voorzitter of zijn plaatsvervanger;

2° drie leden die de werknemers vertegenwoordigen of hun plaatsvervangers;

3° drie leden die de werkgevers vertegenwoordigen of hun plaatsvervangers;

4° een lid dat de Algemene Directie Werkgelegenheid en Arbeidsmarkt vertegenwoordigt of zijn plaatsvervanger.

Als de Commissie opleidingsfondsen dienstencheques niet geldig kan zetelen wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen binnen een termijn van vijftien dagen; voor deze nieuwe vergadering is geen enkel aanwezigheidsquorum vereist.

§ 5. De FOD staat in voor het secretariaat van de Commissie opleidingsfondsen dienstencheques.

§ 6. De Commissie opleidingsfondsen dienstencheques bepaalt haar huishoudelijk reglement dat ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd.

Art. 5. § 1. De onderneming richt voor het einde van de opleiding, en vooraleer de terugbetaling van de opleidingskosten te vragen, een aanvraag tot goedkeuring van deze opleiding tot het secretariaat van de Commissie opleidingsfondsen dienstencheques, hierna « het Secretariaat opleidingsfondsen » genoemd.

De aanvraag waarvan het model bij het Secretariaat opleidingsfondsen beschikbaar is, bevat een dossier dat bestaat uit :

1° het uniek ondernemingsnummer, de identiteit/sociale benaming, het erkenningsnummer, de verblijfplaats/maatschappelijke zetel;

2° de benaming van de voorziene opleiding en de naam van de verstrekker van deze opleiding;

3° de aanduiding van de in artikel 2 bedoelde categorie waaronder deze opleiding valt;

4° een precieze en gedetailleerde omschrijving van de voorziene opleiding en het aantal betrokken werknemers;

5° een raming van de opleidingskost, bedoeld in artikel 3;

6° s'il s'agit de la formation sur le terrain : le nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, occupé comme personnel d'encadrement, le coût salarial brut de ce personnel d'encadrement et le montant déjà remboursé par le fonds de formation pour la formation sur le terrain au cours de cette année civile.

Plusieurs entreprises agréées peuvent introduire une demande conjointement. La demande doit alors comprendre l'identité de chaque entreprise et mentionner à quelle entreprise le remboursement doit être fait.

§ 2. Le Secrétariat fonds de formation accuse sans délai réception de la demande. Si la demande ou le dossier est incomplet, le Secrétariat en avise l'entreprise dans le même courrier.

Si l'entreprise ne complète pas sa demande ou son dossier dans le mois qui suit l'envoi du courrier précité, le Secrétariat fonds de formation adresse à l'entreprise un rappel du relevé des pièces manquantes. A défaut d'avoir reçu celles-ci dans le mois qui suit l'envoi de ce rappel, la demande est considérée comme nulle et non avenue.

§ 3. Dès qu'il dispose d'un dossier complet, le Secrétariat fonds de formation le transmet pour avis à la Commission fonds de formation titres-services.

§ 4. Dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier par la Commission fonds de formation titres-services, cette dernière rend un avis. Le Secrétariat fonds de formation communique ensuite cet avis au Ministre qui décide.

A défaut d'avis rendu dans le délai visé à l'alinéa précédent, il n'est plus requis et le Secrétariat fonds de formation transmet pour décision le dossier au Ministre.

Le Ministre de l'Emploi se prononce au plus tard dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier.

En cas d'absence de décision du Ministre de l'Emploi endéans le délai précité, la décision est réputée favorable.

Le Secrétariat fonds de formation notifie la décision d'approbation ou de refus de la formation en ce qui concerne le remboursement des frais de formation à l'entreprise demanderesse. Le Secrétariat fonds de formation communique également une copie de la décision à la Commission fonds de formation titres-services.

Art. 6. § 1^{er}. Après qu'une entreprise agréée ait obtenu l'approbation du Ministre, elle peut adresser une demande de remboursement de ces frais de formation au Secrétariat fonds de formation.

La demande, dont le modèle est disponible auprès du Secrétariat fonds de formation, est accompagnée d'un dossier comportant :

1° le numéro unique d'entreprise, l'identité/la dénomination sociale, le numéro d'agrément, le domicile/siège social et le numéro de compte financier de l'entreprise;

2° la date et le numéro de l'approbation du Ministre, prévue à l'article 5, § 4;

3° le coût de formation exact, prévu à l'article 3, avec les documents justificatifs en annexe.

§ 2. La demande visée au § 1^{er} doit être introduite au plus tard le 30 juin de l'année civile qui suit l'année civile au cours de laquelle la formation approuvée se termine.

Art. 7. Une entreprise agréée ne peut pas demander le remboursement de frais de formation pour lesquels elle a demandé le remboursement des rémunérations et cotisations sociales dans le cadre du congé-éducation payé, visé au chapitre 4, section 6, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et ses arrêtés d'exécution.

Une entreprise agréée ne peut pas demander non plus le remboursement de frais de formation pour lesquels elle reçoit déjà des contributions octroyées par d'autres instances ou organismes, privés ou publics.

Art. 8. § 1^{er}. Une entreprise agréée peut uniquement obtenir le remboursement des frais de formation consentis pendant une période durant laquelle son agrément, visé au chapitre IIbis de l'arrêté précité de 12 décembre 2001, n'a pas été suspendu ou retiré.

6° indien het vorming op het terrein betreft : het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten tewerkgesteld als omkaderingspersoneel, de brutoloonkost van dit omkaderingspersoneel en het in dat kalenderjaar reeds door het opleidingsfonds terugbetaalde bedrag voor vorming op het terrein.

Meerdere erkende ondernemingen kunnen samen een aanvraag indienen. De aanvraag dient dan de identiteit van alle ondernemingen te bevatten en de melding aan welke onderneming de terugbetaling moet geschieden.

§ 2. Het Secretariaat opleidingsfonds bevestigt onverwijld de ontvangst van de aanvraag. Indien de aanvraag of het dossier onvolledig is, deelt het Secretariaat opleidingsfonds dit in dezelfde brief aan de onderneming mee.

Indien de onderneming haar aanvraag of dossier niet vervolledigt binnen de maand die volgt op de verzending van voornoemde brief, stuurt het Secretariaat opleidingsfonds de onderneming een herinnering met een overzicht van de ontbrekende stukken. Indien het de ontbrekende stukken niet ontvangen heeft binnen de maand die volgt op de verzending van deze herinnering, wordt de aanvraag als onbestaande beschouwd.

§ 3. Zodra het Secretariaat opleidingsfonds over een volledig dossier beschikt, verzendt het dit ter advies aan de Commissie opleidingsfonds dienstencheques.

§ 4. Binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van het dossier door de Commissie opleidingsfonds dienstencheques, verstrekt deze een advies. Vervolgens bezorgt het Secretariaat opleidingsfonds dit advies aan de Minister, die een beslissing neemt.

Bij ontstentenis van een advies binnen de termijn vermeld in het vorig lid, is dit advies niet langer vereist en bezorgt het Secretariaat opleidingsfonds het dossier aan de Minister, die een beslissing neemt.

De Minister neemt een beslissing uiterlijk binnen een termijn van twee maanden die volgt op de ontvangst van het dossier.

Bij ontstentenis van een beslissing vanwege de Minister binnen de voornoemde termijn, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

Het Secretariaat opleidingsfonds geeft kennis van de beslissing tot goedkeuring of weigering van de opleiding voor terugbetaling van de opleidingskosten aan de vragende onderneming. Het Secretariaat opleidingsfonds bezorgt de Commissie opleidingsfonds dienstencheques eveneens een afschrift van de beslissing.

Art. 6. § 1. Nadat een erkende onderneming de goedkeuring van de Minister heeft bekomen kan ze een aanvraag tot terugbetaling van deze opleidingskosten richten tot het Secretariaat opleidingsfonds.

De aanvraag waarvan het model bij het Secretariaat opleidingsfonds beschikbaar is, bevat een dossier dat bestaat uit :

1° het uniek ondernemingsnummer, de identiteit/sociale benaming, het erkenningsnummer, de verblijfplaats/maatschappelijke zetel en het rekeningnummer van de onderneming;

2° de datum en het nummer van de goedkeuring door de Minister, bedoeld in artikel 5, § 4;

3° de exacte opleidingskost, bedoeld in artikel 3, met de nodige bewijsstukken in bijlage.

§ 2. De aanvraag bedoeld in § 1 moet ten laatste ingediend worden op 30 juni van het kalenderjaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de goedgekeurde opleiding afloopt.

Art. 7. Een erkende onderneming kan geen terugbetaling vragen van opleidingskosten waarvan ze de terugbetaling van de lonen en de sociale bijdragen gevraagd heeft in het kader van het betaald educatief verlof bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 6, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen en zijn uitvoeringsbesluiten.

Een erkende onderneming kan evenmin terugbetaling vragen van opleidingskosten waarvoor ze reeds tussenkomsten ontvangt via andere instanties of organismen, privaot of publiek.

Art. 8. § 1. Een erkende onderneming kan enkel de terugbetaling bekomen van opleidingskosten gemaakt tijdens een periode waarin haar erkenning, bedoeld in hoofdstuk IIbis van het voornoemde besluit van 12 december 2001, niet geschorst of ingetrokken was.

§ 2. Le droit maximum au remboursement pour les frais de formation d'une année civile déterminée d'une entreprise agréée est calculé d'après la formule suivante :

$$a \times \frac{b}{c}$$

a = le budget disponible pour cette année civile concernant le fonds de formation titres-services, visé à l'article 9bis, § 2, de la loi;

b = le nombre des titres-services transmis l'année précédente par l'entreprise agréée aux fins de remboursement auprès de la société émettrice;

c = le nombre total des titres-services transmis l'année précédente aux fins de remboursement auprès de la société émettrice.

§ 3. Si les demandes introduites par l'entreprise agréée pour une année civile dépassent le montant prévu au § 2, alors, pour la demande qui dépasse ce montant, le remboursement est limité au solde de ce montant.

§ 4. L'ONem fournit au Secrétariat fonds de formation les données nécessaires pour le calcul visé dans le § 2.

Art. 9. Après vérification de la demande visée à l'article 6, le Secrétariat fonds de formation fournit les données de l'entreprise agréée à l'ONem, qui procède dans le mois au remboursement à l'entreprise agréée.

Art. 10. Une évaluation du fonds de formation sera faite annuellement par la Commission fonds de formation titres-services, notamment en ce qui concerne son fonctionnement et ses modalités et les formations qui ont été ou non approuvées. Cette évaluation sera procurée au Conseil des Ministres.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi
P. VANVELTHOVEN

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 20 juillet 2001, *Moniteur belge* du 11 août 2001;

Loi-programme du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

§ 2. Het maximum recht op terugbetaling voor opleidingskosten van een bepaald kalenderjaar voor een erkende onderneming wordt berekend volgens volgende formule :

$$a \times \frac{b}{c}$$

a = het voor dat kalenderjaar beschikbare budget betreffende het opleidingsfonds dienstencheques, bedoeld in artikel 9bis, § 2, van de wet;

b = het aantal door de erkende onderneming aan het uitgiftebedrijf voor terugbetaling overgemaakte dienstencheques in het vorig kalenderjaar;

c = het totaal aantal aan het uitgiftebedrijf voor terugbetaling overgemaakte dienstencheques in het vorig kalenderjaar.

§ 3. Als de door een erkende onderneming ingediende aanvragen voor een bepaald kalenderjaar het bedrag bedoeld in § 2 overschrijden, dan wordt bij de aanvraag die dit bedrag overschrijdt de terugbetaling beperkt tot het saldo van dit bedrag.

§ 4. De RVA bezorgt de nodige gegevens voor de berekening bedoeld in § 2 aan het Secretariaat opleidingsfonds.

Art. 9. Na verificatie van de aanvraag bedoeld in artikel 6 bezorgt het Secretariaat opleidingsfonds de gegevens van de erkende onderneming aan de RVA, die binnen de maand overgaat tot de terugbetaling aan de erkende onderneming.

Art. 10. Jaarlijks zal er door de Commissie opleidingsfonds dienstencheques een evaluatie gemaakt worden van het opleidingsfonds dienstencheques, inzonderheid wat betreft de werking en de modaliteiten ervan en de opleidingen die wel of niet goedgekeurd worden. Deze evaluatie zal bezorgd worden aan de Ministerraad.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werk
P. VANVELTHOVEN

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 20 juli 2001, *Belgisch Staatsblad* van 11 augustus 2001;

Programmawet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 3013

[C — 2007/22989]

20 JUIN 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, § 1^{er}, modifié par les lois des 20 décembre 1995, 22 février 1998, 24 décembre 1999, 10 août 2001, 22 août 2002, 5 août 2003, 22 décembre 2003, 9 juillet 2004, 27 avril 2005 et 27 décembre 2005 et § 2, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 10 août 2001, et par l'arrêté royal du 25 avril 1997;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 28, § 8, remplacé par l'arrêté royal du 12 janvier 2005 et modifié par l'arrêté royal du 13 février 2006, et l'article 29, remplacé par l'arrêté royal du 29 janvier 1993 et modifié par les arrêtés royaux des 9 septembre 1993, 28 mars 1995, 25 février 1996, 10 juillet 1996, 29 novembre 1996,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 3013

[C — 2007/22989]

20 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, § 1, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995, 22 februari 1998, 24 december 1999, 10 augustus 2001, 22 augustus 2002, 5 augustus 2003, 22 december 2003, 9 juli 2004, 27 april 2005 en 27 december 2007 en § 2, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 10 augustus 2001, en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op artikel 28, § 8, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 januari 2005 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 februari 2006, en artikel 29, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 januari 1993 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van